

Electrification rurale**Du personnel à recruter**

Le coordonnateur national du Projet d'électrification rurale et d'accès à l'énergie dans les régions sous desservies du Cameroun (PERACE), Samuel Bienvenu Ndjom, vient de publier un communiqué dans lequel il annonce le recrutement de personnel d'appui, notamment de deux assistants pour le coordonnateur et pour l'équipe du projet, d'un agent de liaison, de trois chauffeurs et de deux techniciens de surface. Le projet financé par la Banque mondiale a pour but de remédier aux contraintes d'approvisionnement en électricité dans six régions sous-desservies notamment l'Adamaoua, l'Est, l'Extrême-Nord, le Nord, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

Nord-Ouest**Trois usines de production de lait à équiper**

Le Projet de développement de l'élevage et de la pêche de la région du Nord-Ouest (LIFIDEP) compte utiliser une partie de ses fonds pour financer la conception, la fourniture et l'installation de machines et d'équipements pour trois usines de transformation de lait à Bamenda, Wum et Nkambe. L'entreprise qui sera sélectionnée à cet effet disposera d'un délai de 180 jours pour fournir les équipements de transformation et de 90 jours pour les équipements de collecte du lait. Le projet est co-financé par la Banque islamique de développement (BID) et le gouvernement.

Sud**L'exploitation de la forêt d'Oveng fait polémique**

Le classement d'une superficie de 67 000 hectares au bénéfice d'une société forestière fait craindre des tensions communautaires et des risques de conflits avec la faune sauvage.

Gibrile KENFACK TSABDO,
à Oveng

Il est 13h ce mardi 5 janvier 2021. Etienne Minko'o vient de faire une pause afin de se désaltérer auprès de l'une des multiples rivières qui arrosent l'arrondissement d'Oveng, département du Dja-et-Lobo, région du Sud. L'agriculteur qui exploite une parcelle de trois hectares de manioc reste cependant en alerte maximale. « Je ne souhaite pas rencontrer sur mon chemin les gorilles qui depuis quelques semaines créent la panique dans le coin et détruisent les cultures à leur passage », confie, apeuré, le jeune homme de 33 ans. Il n'est pas le seul à vivre cette hantise. A la mi-décembre, relate M. Zambo, conservateur du complexe parc national de Kom-sanctuaire à gorilles de Mengamé, joint au téléphone,



Les communautés ne tirent pas toujours profit de l'exploitation forestière.

un gorille retrouvé en divagation derrière la résidence du sous-préfet, a été refoulé par ses équipes.

Dans la localité, la cause est attribuée aux activités d'exploitation démarrées depuis janvier 2020 dans l'unité forestière d'aménagement (UFA) 09-031, par la Compagnie forestière Assam (COFA). De l'avis du conservateur, les activités forestières menacent l'habitat naturel des primates et sont

susceptibles de générer des conflits Homme-faune. Selon le plan d'aménagement du complexe de conservation parc national de Kom-sanctuaire à gorilles de Mengamé et leurs zones périphériques (2008-2012) élaboré en octobre 2019, une population totale de 1045 gorilles sevrés et d'environ 169 éléphants a été identifiée. En effet, la COFA s'est vu attribuer par l'Etat une superficie de plus de 67 000 hectares à

cheval entre deux départements : Oveng (80%) et Djoum (20%). Il s'agit d'un espace qui couvrirait autrefois le parc national de Kom. Afin de minimiser l'impact des activités de l'exploitant sur la faune, le conservateur déclare que son ministère de tutelle (ministère des Forêts et de la Faune; Ndlr) a pris des mesures dans le sens de contraindre la société à pratiquer une exploitation dans les règles de l'art. Il évoque entre autres mesures, l'exploitation à faible impact. « Les bases, c'est qu'il faut avoir un plan d'aménagement qui définit les règles d'exploitation dans l'espace en fonction des assiettes annuelles de coupe. Par ailleurs, on prend ce qui est prévu dans les certificats annuels d'exploitation et qui permettent d'exploiter en fonction des sondages préétablis », explique notre source. S'il est vrai que la COFA a eu

tous les gages pour opérer, le projet d'exploitation fait grincer les dents dans la localité d'Oveng qui couvre 20 villages et abrite environ 16 000 âmes. Les populations assistent, sans

mot dire, à la sortie du bois. Les recoupements sur le terrain font état de ce qu'en moyenne cinq grumiers sortent par jour. S.M. Jean Didier Zilli Atong, chef supérieur du canton Fang Sud, épiscopat de l'exploitation forestière, est entre le marteau et l'enclume. Même s'il avoue qu'avec l'aire protégée, il leur était devenu difficile d'accéder à la forêt pour cueillir les produits non-ligneux, il dit tout ignorer des potentielles retombées de l'exploitation. A sa suite, Danielle Mba Mbia, environnementaliste à l'Ong Green Development Advocates (GDA), qui suit ce dossier avec attention, exprime ses craintes. « Les populations se retrouvent dos au mur. Elles n'ont plus aucun recours, car on leur a dit que la terre appartient à l'Etat et elles ne savent pas comment revendiquer leurs droits face aux accaparements des terres », déplore-t-elle.

1045

La population de gorilles identifiée dans le complexe parc national de Kom-sanctuaire à gorilles de Mengamé, selon un plan d'aménagement élaboré en octobre 2019.

Les raisons de la contestation

Le défaut de consultation des communautés et les promesses non tenues par l'exploitant forestier sont mis sur la table. L'Etat, pour sa part, dit avoir respecté la procédure.

Les faits remontent au 23 juillet 2019, avec l'avis au public portant classement dans le domaine privé de l'Etat, d'une zone de forêt de 67 780 ha, constituée par la concession forestière 1109, UFA 09-031. Une démarche qui, d'après le conservateur Zambo, est somme toute normale, à partir du moment où le parc national de Kom n'était qu'un projet en cours de création qui n'est jamais arrivé à son terme. Une autre source proche du dossier soutient qu'au départ, il s'agissait d'un seul bloc appelé sanctuaire à gorilles de Mengamé. Et qu'à

l'issue des concertations communautaires, deux actes de création de deux blocs d'aires protégées (le parc national de Kom et le sanctuaire à gorilles de Mengamé) ont été transmis à la Primature. Un seul, celui du sanctuaire, a prospéré. Ce qui donnait une marge de manœuvre à l'Etat. Le président des élites d'Oveng, Joseph Nsom Bekoungou, affirme que l'UFA aurait été attribuée à la COFA « à titre de compensation », parce que l'Etat lui devait de l'argent, une dette évaluée en termes de milliards de F. Du côté des élites d'Oveng,

on estime qu'à l'issue des travaux de la commission de classement, tenus le 13 septembre 2019, la superficie retenue comme forêt de production concernait plutôt 61 757 hectares. Le chef supérieur Zilli Atong estime que les communautés riveraines du site d'exploitation ont été mises devant les faits accomplis lors des réunions de sensibilisation. « Comme le projet couvre deux arrondissements, on devait afficher dans les chefeseries pour préparer cette réunion d'information », se plaint-il. Un avis partagé par son homologue Serge

Emane Ndongo du village Okpweng dans l'arrondissement de Djoum, selon qui les populations n'ont pas été consultées sur l'opportunité du projet. Une situation qui pourrait avoir un impact sur leurs terres qui servaient à l'alimentation et aux cultes dans les lieux sacrés. Selon ces autorités traditionnelles, la signature par la COFA le 23 octobre 2019 d'une convention provisoire d'exploitation de trois ans avec l'Etat [qui prévoit que l'opérateur doit payer 3300F par hectare à l'Etat avec des prévisions de recettes forestières annuelles de plus

de 203 millions de F par an selon les sources officielles] et la réunion du 12 novembre de la même année relative au démarrage des travaux d'exploitation forestière dans l'UFA 09-031 par la société COFA constituent un passage en force. Pour le président des élites d'Oveng, le PDG de la COFA a pris des engagements préalables à l'exploitation qui n'auraient pas été tenus. Notamment, refaire la route pour qu'elle soit praticable en toutes saisons, mettre en place une unité de transformation de bois afin de recruter la main-d'œuvre locale et régulariser la situation de

toutes les forêts communautaires dans la zone. S.M. Zilli Atong propose par ailleurs qu'à défaut du parc national de Kom, il serait judicieux de ressusciter le projet de chemin de fer de Mbalam, qui devait initialement traverser la localité d'Oveng. Voulant en savoir plus auprès de la COFA dont la base vie est située à 1,5 km du centre-ville d'Oveng, difficile d'arracher un mot aux ouvriers en activité. Le chef Zilli Atong confie que l'exploitant travaille beaucoup plus en sous-traitance, avec des Chinois et des Camerounais.

G.K.T, à Oveng

Communes et villes unies du Cameroun

Les nouvelles ambitions vulgarisées à l'Est

La région de l'Est a été la deuxième étape à accueillir l'équipe du bureau national des CVUC en décembre dernier. S'inscrivant dans la logique de prise de contact et d'installation du bureau régional de ce mouvement à l'Est, l'agenda d'Augustin Tamba, qu'accompagnait toute son équipe au complet a été bien chargé. D'abord, une séance de travail avec les maires à l'hôtel de ville de Bertoua 1er a permis de fixer les collègues de l'Est sur la nouvelle association qu'on souhaite « new look ». A cette occasion, Augustin Tamba a réitéré sa vision

d'une Association des communes et villes unies du Cameroun revêtue d'une dynamique nouvelle, tournée vers l'avenir. L'on a appris que pour ces projets, des démarches sont en cours. La région de l'Est, ouverte sur deux pays voisins, pourrait jouer un rôle déterminant dans leur mise en place et en profiter aussi. Invitant ses collègues à rester mobilisés, Augustin Tamba a ajouté que le tableau de bord des CVUC d'aujourd'hui et de demain se résume en l'accroissement des ressources des communes, la modernisation de la gouvernance

des communes, le renforcement des capacités à la maîtrise d'ouvrage des communes, le développement des pôles de croissance locaux, l'intensification de la lutte contre la pauvreté à la base à travers la mise en place des réseaux d'économie sociale. Un vaste chantier dont l'implémentation pourrait bénéficier de l'accompagnement de l'Est, comme l'a fait savoir le gouverneur, Grégoire Mvongo.

Pierre CHEMETE

Corridor Douala-Bangui

Pause à Garoua-Boulai

Cette ville frontalière subit de plein fouet les conséquences du climat socio-politique et sécuritaire qui prévaut en République centrafricaine voisine. Les transporteurs ont garé.

Pierre CHEMETE, envoyé spécial

Alors que le soleil brille en ce 6 janvier 2021 sur la ville frontalière de Garoua-Boulai, le parc de gros porteurs est plein de camions stationnés. Rien, ou presque, ne bouge ici. La plupart des chauffeurs ne sont pas présents. Au niveau de la station-service aussi, quelques rares consomment du carburant pour non pas aller du côté de Bangui, mais plutôt vers la partie septentrionale du Cameroun, voire vers N'Djamena. Les camionneurs ont parqué leurs engins. Certains sont dans la ville depuis



Les camions sont parqués.

la première douzaine du mois de décembre 2020, moment du début de cette situation dans cette ville frontalière. La situation sécuritaire en RCA a un impact économique sur la ville de Garoua-Boulai située

sur le corridor conventionnel Douala-Bangui. C'est en effet par cette plate-forme sous régionale que le trafic entre le Cameroun et la Centrafrique s'effectue. La Centrafrique, n'ayant pas de façade maritime, fait

acheminer la marchandise par route jusqu'à Bangui, à partir de Douala ou de Garoua-Boulai. Les villes comme Bouar, côté RCA, se ravitaillent aussi à partir de cette plate-forme. Mais voilà que les rebelles et autres bandes armées ont repris les armes. Ce qui rend très difficile la fréquentation de ce corridor. A Garoua-Boulai, le maire mesure déjà l'impact de cette situation qui commence à affecter les recettes communales. « Avec les événements sociopolitiques qui se passent chez notre voisin centrafricain, notre commune en subit également les soubresauts économiques. Par exemple, pour ne

prendre que le cas du parc de gros porteurs de la commune, depuis ces derniers temps, il n'arrive plus à générer des recettes », souligne le maire Adamou Abdon. Les transporteurs évaluent le manque à

gagner à des centaines de milliards de F déjà. C'est le cas d'Ibrahima Yaya, président national du Groupement des transporteurs terrestres du Cameroun, qui souligne qu'il y avait plus de 500 camions garés le 23 décembre à Garoua-Boulai. De l'autre côté, à Bangui, il évoque plus de 500 transporteurs évoluant dans des situations difficiles. Par ailleurs, des statistiques évoquent environ 1500 camionneurs stationnés sur l'ensemble du corridor Douala-Bangui, dont certains transportant des denrées périssables, en attendant l'amélioration de la situation.

1500

Le nombre de camionneurs stationnés sur l'ensemble du corridor Douala-Bangui.

« Cette situation affecte le commerce »

Adamou Abdon, maire de la commune de Garoua-Boulai.

Quelle est l'impact que la situation sécuritaire en RCA a sur votre commune ?

Notre commune subit des soubresauts économiques du fait des événements sociopolitiques qui se déroulent chez notre voisin centrafricain. Depuis ces derniers temps par exemple, le parc de gros porteurs de la commune n'arrive plus à générer des recettes. Plusieurs camionneurs ont abandonné leurs véhicules et sont repartis à Douala ou ailleurs, puisque la situation perdure. Ils n'ont pas les moyens de payer les frais exigibles. Cette situation affecte également le commerce, car à Garoua-Boulai, les commerçants locaux importent beaucoup de produits finis pour les revendre aux commerçants centrafricains. Avec cette situation, les marchandises sont stockées et les commerçants sont en train de se plaindre, parce



Adamou Abdon : « Les camionneurs ne paient plus les frais exigés pour le parc ».

que les activités tournent au ralenti. Je ne saurais faire d'estimation chiffrée. Mais de temps en temps, cette frontière est ouverte pour que certains camions puissent, sous forte escorte, entrer en Centrafrique. Depuis plus d'une semaine, on a plus de 250 camions stationnés et les camionneurs ne paient

plus les frais exigés pour le parc. Tout ceci cause des désagréments dans le fonctionnement de la commune.

Comment est géré le flux d'arrivées des réfugiés ?

Certains réfugiés entrés sur le territoire camerounais rejoignent certains de leurs

parents en attendant que le calme revienne chez eux. Des ONG et des organisations enregistrent aussi des arrivées dans les quartiers. Environ 3000 réfugiés sont déjà entrés à Garoua-Boulai et sont en stand-by. Quand la situation va se calmer dans leur territoire, ils vont y retourner. Si la situation perdure, ils seront obligés d'intégrer les camps des réfugiés. Pour le moment, ils sont dans la ville de Garoua-Boulai. La présence de nos officiers supérieurs généraux nous rassure. On a passé les fêtes de fin d'année sans difficultés, ni problème de sécurité. On ne peut rien faire sans la paix. Les pouvoirs publics voyant l'ampleur de la situation ont pris des mesures exceptionnelles pour la ville, afin que Garoua-Boulai ne connaisse pas de troubles.

Propos recueillis par PC, envoyé spécial.

« Nous perdons de l'argent »

Ibrahima Yaya, président national du Groupement des transporteurs terrestres du Cameroun (GTTC).



« Ce regain d'insécurité impacte négativement notre secteur d'activités, en plus des effets négatifs du Covid-19. Les camionneurs sont sur place à Garoua-Boulai et à Bangui. Beaucoup sont à Bangui, plus de 250 camionneurs à Bangui multipliés par deux. Ça veut dire qu'il y a plus de 500 personnes, chauffeurs et « motors boys » qui sont bloqués en terre centrafricaine. En plus de ça, les engins sont pratiquement garés voilà

plus d'un mois, y compris ceux stationnés à Garoua-Boulai. Nous perdons de l'argent et de l'énergie. Et aujourd'hui, nos employés sont sur le qui-vive. Certains transporteurs ne parviennent pas à envoyer de l'argent à ces chauffeurs qui sont en détresse à Garoua-Boulai et Bangui. Nous avons besoin d'assistance. C'est pourquoi nous lançons un cri de détresse à l'endroit de nos gouvernements, notamment camerounais, pour l'assistance qu'il peut apporter, mais aussi au gouvernement centrafricain pour voir dans quelle mesure on peut remédier à la situation qui prévaut sur ce corridor afin que le trafic puisse reprendre. Nous faisons ce plaidoyer afin que la galère des transporteurs cesse. Nous demandons plus de sécurité afin que les camions continuent d'aller et venir, pour que la Centrafrique puisse être desservie ».

Propos recueillis par P.C